Les Possibles — No. 29 Automne 2021

Pour une réelle transition énergétique : Décroître vers la suffisance énergétique

jeudi 23 septembre 2021, par Jacqueline Balvet

« Passage d'un état à un autre, en général lent et graduel », c'est ainsi que Larousse définit la transition. Or, quand on parle de transition énergétique, il suffit de se replonger un peu dans l'histoire et l'évolution des sources d'énergie utilisées par l'homme pour voir que ce mot s'emploie trop souvent à contresens.

L'énergie, source de vie comme l'eau, la terre et l'air, vecteur indispensable au développement des sociétés, était à l'origine celle de la force musculaire humaine, puis l'homme a utilisé la force animale, l'énergie produite par l'eau, le vent, le bois et successivement le charbon, le pétrole et le gaz, le nucléaire, ainsi que le soleil.

« La mauvaise nouvelle est que si l'histoire nous apprend bien une chose, c'est qu'il n'y a en fait jamais eu de transition énergétique. On ne passe pas du bois au charbon, puis du charbon au pétrole, puis du pétrole au nucléaire. L'histoire de l'énergie n'est pas celle de transitions, mais d'additions successives de nouvelles sources d'énergie primaire. [1]

Historique - Contexte

L'abondance de ressources, qui devient une réalité à partir du moment où l'exploitation du charbon s'est faite à grande échelle, a été un levier puissant de pouvoir de la part de ceux qui détenaient les moyens de production, en voulant produire toujours plus pour s'enrichir toujours plus.

Le développement de l'énergie obéit à l'idéologie libérale, et devient une forme de totalitarisme, car les puissants imposent la croissance comme la seule forme de vie tolérable. Ainsi, cette idéologie développe la haine de la décroissance, provoque guerres et migrations dans le but de s'accaparer d'un maximum de la ressource à bon prix.

L'exemple de la « dernière transition » qui s'est opérée en France au moment de la crise pétrolière de 1973 est très éclairante : les dirigeants de l'époque, pensant maîtriser la puissance du nucléaire, alors que son application militaire avait déjà fait d'énormes dégâts, avaient mis les centrales en construction, et peu importe si le pétrole venait à manquer, puisque l'autonomie énergétique serait garantie par une production d'électricité nucléaire.

Cette affirmation de la grandeur de la Nation, ce statut historique établi par De Gaulle, et soutenu jusqu'à ce jour par tous ses successeurs, a ainsi invité tous les citoyens français à bénéficier de l'énergie électro-nucléaire, propre, sûre et pas chère, autant qu'ils le voudraient. Et afin de s'assurer d'une consommation massive d'électricité, dans le même temps, le marché des appareils ménagers électriques se développait à grande vitesse dès les années 1960. Pour les mêmes raisons, on estime que cette consommation supplémentaire d'électricité a été de 50 % aux États-Unis [2]

Dans les années 1970-1980, la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire 1963-2014) a poussé au développement des énergies nouvelles, une idée développée dès la fin du XIXe siècle, avec les débuts de l'hydroélectricité, les moulins à vent électrique, la houille bleue [3]. Des financements nationaux ont été débloqués pour le solaire et la géothermie, avec l'idée de calmer les contestations des écologistes face à l'arrivée du nucléaire. En 1983, la centrale solaire Thémis (Pyrénées-orientales) constitue alors une véritable référence internationale en matière de conversion de l'énergie solaire en électricité. Mais, EDF arrête son financement en 1986, tout en encourageant à consommer davantage d'électricité.

Exploiter toujours plus de ressources énergétiques pour toujours plus de profits, c'est le fondement du système capitaliste basé sur une croissance illimitée. Aujourd'hui, la situation climatique est entrée dans une accélération catastrophique. La lutte contre le changement climatique est intrinsèquement liée à l'enjeu énergétique. D'après l'Agence internationale de l'énergie, au niveau mondial, le secteur de l'énergie représente 47 % des émissions de gaz à effet de serre, dont 41 % pour la production d'électricité, suivie par les transports (25 %) et l'industrie (18 %, y compris la construction). Il importe donc de trouver des solutions efficaces très rapidement.

La transition verte capitaliste, celle des puissants

Après une brève période (2007-2009) où le tarif d'achat de l'électricité était avantageux, les petites et moyennes sociétés ont pu investir dans les énergies renouvelables. Mais, l'État l'ayant rectifié, et les conditions d'appels d'offres étant de plus en plus contraignantes, l'étau se resserre, le prix des matières premières devient très favorable aux marchés de gros, les petites sociétés ferment leurs portes.

Ce sont désormais les multinationales (Total, Engie, EDF…) qui règnent sur le marché de production et d'installation des énergies renouvelables.

EDF, un cas à part, véritable multinationale d'État (celui-ci détient plus de 84 % de son capital) est le premier producteur mondial d'électricité. L'entreprise est présente, avec ses filiales, dans plusieurs pays de l'Union européenne, au Royaume-Uni, en Russie, en Chine. En cours de restructuration avec feu le projet Hercule ou grand EDF, l'entreprise publique privilégierait le nucléaire actuellement en fonctionnement, avec ses dettes et ses investissements tout aussi colossaux à faire dans les prochaines années. Tout le renouvelable (12% de la production actuellement) serait privatisé, y compris les barrages hydroélectriques qui seraient cédés en concession à la Caisse des dépôts et consignations.

Concernant Total, Engie, d'une part, elles sont classées au CAC 40 et sont partenaires du Forum économique de Davos. D'autre part, quelle confiance peut-on accorder à des entreprises

- qui ont des filiales dans les paradis fiscaux (327 pour Engie, 20 pour Total),

- qui distribuent jusqu'à plus de 100 % de leurs profits à leurs actionnaires, fragilisant ainsi leurs capacités à investir,

- dont la rémunération des PDG (pour Total) équivaut à 250 années de travail d'un salarié,

- qui recourt massivement (Total) à des technologies coûteuses et controversées, telle que la capture-séquestration de carbone, pour s'afficher en règle avec l'objectif de la stratégie climat du maximum de 2 °C.

La transition « décarbonée », c'est la promotion du nucléaire, un argument de choc utilisé en France pour affirmer le respect des engagements climatiques : en effet, la production d'électricité par un réacteur nucléaire ne générerait que peu de CO_2 – toutefois davantage que l'éolien, le solaire ou la géothermie, et c'est sans prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre produites par l'extraction de l'uranium, la construction des réacteurs (de 5 à 10 ans pour un réacteur, l'EPR de Flamanville étant en construction depuis déjà 14 années), ni le transport incessant des matériaux inhérent au fonctionnement des centrales (l'Autorité de sûreté nucléaire recense 19 000 transports annuels), ni les besoins importants en eau pour le refroidissement, ni les catastrophes (pensons aux milliers de tonnes de béton pour la construction des sarcophages à Tchernobyl), ni les déchets avec le projet Cigeo avec ses 280 km de galeries souterraines creusées à 500 m sous le sol.

L'objectif de cette transition « verte » est de produire toujours plus d'énergie.

C'est une transition pour que rien ne change, telle que définie dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte (août 2015), qui, comme son nom l'indique, doit réduire les émissions de 40 % entre 1990 et 2030, tout en maintenant la croissance nécessaire au fonctionnement du système en place.

De fait, l'objet réel de cette transition peut se traduire ainsi :

1) Inciter le consommateur à utiliser toujours plus d'énergie avec de multiples produits technologiques sophistiqués et le plus souvent inutiles : numérique, domotique, voitures électriques, appareils ménagers, tout ceci sans prendre en compte d'aucune manière ni le coût réel, ni les désastres sociaux et environnementaux causés par l'extractivisme pour avoir les matériaux nécessaires au fonctionnement de ces produits, telles les batteries au lithium, désormais indispensables pour smartphones et voitures électriques.

Un exemple : le lithium

Le plus grand salar du monde – Uyuni en Bolivie – a rapidement attiré les appétits des entreprises avides d'exploiter le lithium, véritable or blanc, dont la demande est en constante augmentation. Le gouvernement progressiste d'Evo Morales ayant compris l'enjeu, a voulu contrôler l'ensemble de la chaîne industrielle en créant la compagnie nationale Yacimientios de Litio Boliviano (YLB) pour servir les intérêts du pays. La récente destitution d'Evo Morales a changé la donne. L'entreprise allemande ACI Systems, qui avait déjà négocié avec l'ancien gouvernement, reste sur les rangs, mais d'autres entreprises (Xinjiang TBEA Group, Tesla…) seraient « invitées » par le nouveau responsable d'YLB, Juan Carlos Zuleta , à venir profiter du pactole, laissant ainsi échapper toute possibilité de retombée pour le pays. Le bénéfice social ne sera plus possible pour la population bolivienne, l'extraction s'emballera, échappera à tout contrôle et les dégâts environnementaux déjà présents, vont se précipiter.

2) Il s'agit de produire des objets qui se détériorent plus vite et

qui ne se réparent pas, pour que le consommateur les remplace plus souvent.

3) Intensifier la stratégie de récupération de données afin d'adapter les publicités permettant de garantir une consommation au-delà des besoins essentiels,

4) Produire toujours plus dans un marché concurrentiel nécessite pour le capitalisme de baisser les coûts de production et de privilégier les dividendes aux actionnaires plutôt que les salaires des travailleurs. L'effet immédiat est l'augmentation des inégalités tant sociales qu'environnementales. L'accès aux produits de première nécessité s'en trouve fortement impacté pour toute une partie de la population, les personnes les plus précaires.

5) Faciliter l'achat : le clic Amazon est le symbole du geste simple qui fait tout, les données indispensables au paiement et à la livraison étant déjà enregistrées.

Nous sommes entrés dans une ère de véritable obsession technologique. L'extension des *data centers* (DC), avec une emprise sans limites sur nos vies personnelles, professionnelles… est un cas d'école qui doit nous interroger sur le devenir de l'humanité : aux USA, en 2017, ils consommaient déjà 90 milliards kWh, soit l'équivalent de 34 centrales électriques de 500 MW. Dans le monde, les DC consomment 3 % de l'électricité.

C'est la transition de l'écologie scientifique, qui conçoit une transition basée sur des mesures techniques, gestionnaires et autoritaires, au contraire de l'écologie politique, basée sur l'humanisme, ainsi que A. Gorz les oppose. On retrouve là « l'essence du capitalisme, celle de la supériorité de la rationalité économique sur toutes les autres formes de rationalités [4]

La transition énergétique que nous voulons

Ce n'est pas un choix, cette voie nous est imposée urgemment par la rapidité de la dégradation climatique, de celle de la biodiversité, et plus généralement de la vie sur Terre. Nous ne voulons pas que les feux continuent à dévaster nos pays, que les inondations et les tempêtes poursuivent leurs ravages, que les famines anéantissent des populations entières ni que des centaines de milliers de personnes soient contraintes à abandonner leur pays.

De plus, les ressources énergétiques accessibles sans gros désastres sociaux et environnementaux sont en situation de rareté, n'attendons pas la pénurie, créatrice de violence. La décroissance du PIB est un impératif de survie par un changement radical,et global de société.

Nous avons besoin de ruptures fortes et très rapides, afin de ne pas courir vers un dérèglement sans limites, réduire drastiquement productions et consommations d'énergie devraient être la préoccupation première des décideurs politiques. Mais engager une telle politique de réductions contraintes, c'est aller à l'encontre du système capitaliste actuel, ce que n'a jamais osé ni voulu aucun responsable politique : au contraire, ceux-ci s'enferment et promeuvent le toujours plus de croissance, soit toujours plus d'activités productivistes au détriment du travail décent, de l'ensemble des activités humaines et de tout le vivant.

Des scénarios existent, tel celui de Négawatt : c'est un scénario technique, qui nécessite une mise en application politique, pour laquelle, jusqu'à présent, aucun responsable politique n'a tenté de mettre en œuvre. Cependant, nous tenons à affirmer la nécessité d'une grande prudence vu le piège de l'efficacité énergétique, celui de l'effet rebond : plus les produits deviennent économes en énergie, plus on est tenté d'en posséder davantage, et au bout du compte, de dépenser autant, sinon plus d'énergie qu'avec les produits énergivores.

Pour une réelle transition énergétique, il est souhaitable d'engager une politique de décroissance qui passe par :

- la promotion des énergies renouvelables, appuyée par une campagne d'éducation populaire qui incite à se passer le plus rapidement possible des ressources fossiles et fissiles ;

- un soutien financier et administratif fort aux installations de proximité, citoyennes et participatives pour une gestion démocratique de la ressource et des mesures fiscales et réglementaires pour mettre un terme aux gigantesques installations industrielles de l'énergie ;

- avec une réelle volonté de ne pas laisser de côté les personnes sans accès à l'énergie.

Il s'agit d'un engagement politique important à prendre au niveau national et européen et qui doit engager des budgets conséquents pour sa réalisation et des mesures contraignantes visant à stopper les investissements dans les énergies fossiles, fissiles et aux grands projets inutiles imposés excessivement énergivores.

La transition énergétique que nous voulons, est une ouverture vers un autre modèle de société

Entendons-nous bien sur les mots, la décroissance ou la « norme du suffisant » comme l'avait nommée le précurseur Gorz :

- ce n'est pas le « retour à la bougie », mais un autre mode de vie plus sobre, plus solidaire ;

- la réelle transition proposée sera créatrice d'emplois, d'emplois locaux, d'emplois qui redonnent du sens au travail ;

- il s'agit bien d'un arrêt de la production des biens matériels inutiles et des productions dévastatrices du vivant ;

- la poursuite de la recherche et innovation pour le bien commun.

Il s'agit, comme le souligne le rapport d'orientation 2018 d'Attac « d'étudier les solutions que pourrait apporter une décroissance socialement soutenable comme remède aux problèmes planétaires ».

La production énergétique implique la totalité de l'organisation sociale et l'économie ne peut pas être au centre : il faut remettre l'économie à sa place, au service du social et de l'écologie.

Les ruptures que nous souhaitons nécessitent des résistances fortes face aux comportements individuels ainsi qu'à tous les échelons de l'organisation sociale : local, régional, national.

Mais n'oublions pas l'histoire, elle nous démontre que le capitalisme a toujours trouvé les moyens de s'adapter face aux résistances. On peut citer :

- Le choix d'abandonner le charbon pour le pétrole ; en effet, le charbon nécessitant beaucoup plus de main-d'œuvre sur des mêmes lieux de travail, cette activité a permis aux mineurs de s'organiser et lutter pour de meilleures conditions de travail, luttes qui ont été fortement réprimées [5]. Le pétrole, plus fluide passait plus facilement par des tuyaux que d'être extrait et transporté à main d'homme.

- L'introduction de techniques de management et l'actionnariat dans les entreprises afin de mettre au pas les cadres des entreprises et les forcer à œuvrer prioritairement pour augmenter les profits des entreprises, plutôt que d'améliorer les conditions de travail des salariés [6].

Pour se libérer du libéralisme autoritaire, il est nécessaire de rouvrir le chantier de l'autogestion, une organisation qui se fait en petites unités, reliées entre elles, visant à l'autonomie individuelle et collective.

Des initiatives alternatives ont déjà fait preuve de leur efficacité, permettant un mieux vivre pour les travailleurs : que ce soit l'expérience de Lip entre 1970 et 1976, ou plus récemment les Fralib ou d'autres coopératives gérées par les travailleurs. On peut également citer le mouvement de « récupération » d'entreprises en Argentine après la crise financière de 2001.

Il est nécessaire de poursuivre dans cette voie, avec comme applications pratiques immédiates, un soutien financier à :

- l'agriculture paysanne, à nouveau mise à mal par la réforme de la PAC
, avec une gestion des ressources en eau pour un accès équitable ;

- aux low technologies ;

- aux entreprises qui produisent les marchandises essentielles avec des conditions de travail décentes ;

- avec des mesures incitatives visant une consommation limitée aux besoins essentiels, mesures sous-tendues par une solidarité intergénérationnelle et internationale, de coopération et d'entraide.

Enfin, une prise de conscience très partagée dans la jeunesse a fait émerger des résistances de plus en plus organisées et radicales, avec des actions non violentes qui donnent une visibilité nouvelle en pointant les responsables du désastre. Après les « Nuits debout », les Gilets jaunes, les actions de désobéissance initiées par des organisations comme ANV COP 21, Extinction Rebellion, Radi Action, le mouvement Soulèvements de la Terre
imprègnent l'imaginaire collectif et font leur chemin parmi des tranches entières de la population. Tant la venue sur la scène internationale de Greta Thunberg que les tribunes et déclarations d'intellectuels et de chercheurs de différentes disciplines élargissent la prise de conscience, qui, dans leurs pétitions, n'appellent plus seulement les autorités à agir face à la crise, mais soutiennent également les grèves climatiques et l'action directe [7]. Ces actions ont d'autant plus d'impact que les désastres climatiques s'intensifient et forcent ainsi la main à certains qui n'auraient sans doute pas osé s'engager quelques années auparavant.

Conclusion

L'urgence de ralentir, que ce soit par le biais de mesures à prendre par les responsables politiques ou des comportements vertueux à adopter par chacun.e, est la priorité absolue. Le dogme de la croissance, bien secoué actuellement par la crise sanitaire mondiale, et qui ne devrait plus avoir droit de cité exclusif dans les médias nationaux, est soumis à dure épreuve par les initiatives militantes de désobéissance.

Arrêtons de dénigrer des mots comme la décroissance, qui pour nous ne signifie pas la récession mais une forme de vie plus saine, plus joyeuse et plus solidaire.

Les initiatives locales sont essentielles car elles prennent un relais pratique des dénonciations faites par d'autres. Mais elles ne pourront prendre un réel envol que s'il se construit une conscience systémique, une coopération à un niveau global avec comme priorité la réduction des inégalités.

Les résistances à ces projets sont essentielles, car elles peuvent réellement enrayer la machine : tel est l'avis du Réseau de transport d'électricité sur la résistance à l'Amassada : « De telles résistances, si elles se généralisent, pourraient s'avérer particulièrement contraignantes et positionner le réseau sur le chemin typique de la transformation du mix de production [8].

La transition, en tant que passage lent et graduel (Larousse), n'est plus à l'ordre du jour. Nous avons besoin d'une rupture énergétique immédiate vers une décroissance drastique de la production, en se limitant aux besoins authentiques, collectivement définis, en rupture avec les besoins artificiels [9].

Ce texte écrit le 12 mars 2020 a été mis à jour en juillet 2021.

Notes

[1] Jean-Baptiste Fressoz, Christophe Bonneuil, L'évènement Anthropocène, Le Seuil, Anthropocène, 2013, p. 117.

[2] André Gorz*, Ecologica,* Ed. Galilée, 2008, p.14

[3] Jacques Fradin et Anaël Marrec, "La révolution est une question technique", 18 février 2020

[4] A. Gorz, *Ecologica, op. cit.,* p.69

[5] Timothy Mitchell, *Carbon Democracy,* La Découverte*, 2013, p. 38-42*

[6] Grégoire Chamayou*, La société ingouvernable,* La Fabrique, 2018*,* p. 117-139

[7] Audrey Garric, "Savants ou militants ? Le dilemme des chercheurs face à la crise écologique", *Le Monde*, 9 mars 25020

[8] ean-Baptiste Vidalou, "La révolution est une question technique", 18 février 2020.

[9] Razmig Keucheyan, *Les besoins artificiels*, La Découverte, 2019